

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1967

CIRCONSCRIPTION DE GUINGAMP

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Le moment est donc venu où il faut choisir. C'est un acte important : le sort de la région, de votre métier, l'avenir de vos enfants aussi peuvent en dépendre. Oui, c'est une décision capitale que vous allez prendre en ce Dimanche 5 MARS...

Mes idées, vous les connaissez. Je n'ai aucun sectarisme ; j'essaie d'être ouvert au dialogue avec tous et, au cours des campagnes électorales que j'ai précédemment menées, je n'ai jamais critiqué personne. Chacun a ses qualités et ses défauts. Et il est tellement plus facile de démolir que de construire !

Comme l'immense majorité des Français, je considère que le Général de Gaulle est l'un des grands personnages de la scène mondiale. Comme eux, je considère que la France doit poursuivre une politique extérieure de paix et d'union. Comme eux, je considère aussi que les institutions actuelles ont le mérite de donner au pays la stabilité.

Vous connaissez mon action sur le plan régional. J'ai le droit de dire - parce que c'est vrai - que depuis 8 ans, j'ai donné toutes mes forces à cette région pour essayer de lui apporter un peu de mieux être. Je continuerai dans ce chemin, et voici les points principaux de

Mon programme :

● MONDE OUVRIER - EMPLOI

Chaque année, dans notre circonscription, 1.500 jeunes — vos garçons, vos filles — demandent du travail. Si nous les gardons, notre région sera sauvée. Il y a aussi les difficultés nées de la fermeture d'entreprises existantes. Il faut reconnaître loyalement que des efforts ont été réalisés en Bretagne (Barrage de la Rance ; Brennilis ; CNET à Lannion). Mais aujourd'hui la politique de décentralisation est pratiquement stoppée.

UN EXEMPLE : On avait dit que la Bretagne devait être le pays de l'électronique. Or, en 1965, pour un emploi créé dans l'électronique en Bretagne, il y en a eu 50 à Paris. Selon les technocrates, le Grand Paris aura 12 millions d'habitants en 1985. On prévoit de rassembler 25 millions d'habitants entre MELUN et LE HAVRE (soit un Français sur deux). A cette politique, nous disons : NON ! **Les usines doivent aller vers les hommes et non les hommes vers les usines.** Il faut du travail pour nos ouvriers, par une reprise de la décentralisation ; **il faut aussi que l'aide accordée aux usines venant de l'extérieur le soit également aux entreprises existantes.** Celles-ci offrent en effet 2 emplois sur 3 créés en Bretagne. On l'oublie trop souvent. Il faut aussi que l'état se penche sur le sort de ceux qui perdent leur emploi.

● ÉQUIPEMENT DE BASE

Logements sociaux, habitat rural, routes. La Bretagne dépense 4,5 % de l'essence utilisée sur le territoire national. Pour nos routes, nous avons à peine plus de 2 % des crédits : c'est injuste !

● AGRICULTURE

J'ai choisi un suppléant cultivateur parce que l'agriculture est pour nous un problème-clé. Les crises de l'agriculture montrent à la Bretagne qu'elle doit préserver jalousement sa production de viande (bovine et porcine) et de lait. Il faut que la loi sur l'élevage réserve ses encouragements **aux exploitations familiales.** La relève des cultivateurs âgés par de plus jeunes serait

facilitée si l'indemnité de départ (F.A.S.A.S.A.) était payée avant l'âge de la retraite et améliorée. (Beaucoup se sont souvent retirés (pour cause de santé ou pour laisser la place aux enfants) et n'ont pour vivre, avant la retraite, que leurs petites économies.) Le Crédit Agricole ne doit pas échapper à la profession qui doit garder la décision en matière de prêts.

La politique agricole doit aussi utiliser les mécanismes européens pour relever les prix à la production, donc le revenu agricole. Le revenu d'un ménage parisien moyen est de 1.650.000 francs ; celui d'un ménage rural, de 600.000 francs (chiffres de 1964). C'est injuste !

● **MARINE**

Dans la partie nord de la circonscription, les marins sont très nombreux. Or, le métier est bouleversé par les techniques nouvelles. Il faut un Ministère de la Marine Marchande et un statut nouveau. Et aussi des mesures qui permettent un salaire décent (seules les heures supplémentaires permettent aux marins de Commerce de subvenir aux besoins de leur famille).

● **COMMERCE, ARTISANAT, HOTELLERIE**

ne doivent pas non plus rester des parents pauvres dans l'économie de la nation. Dans ces domaines la lutte pour survivre est souvent dure et angoissante. Des investissements sont réalisés, car il faut s'adapter à la vie moderne. Le régime fiscal doit en tenir compte ; des crédits moins coûteux doivent être ouverts ; et, pour les professions intéressées, les textes nécessaires à l'application des lois sociales doivent être rapidement votés.

● **ACTION SOCIALE**

La suppression des abattements de zone avait été promise et l'engagement doit être tenu. L'abaissement de l'âge de la retraite, en commençant par les professions les plus usantes et par les femmes, doit être amorcé. L'aide aux infirmes et handicapés soignés à domicile doit être améliorée, dans l'intérêt même des deniers publics.

Les engagements de péréquation et de rapport constant doivent être respectés au profit des personnels civils et militaires, des pensionnés de la Marine Marchande, des anciens combattants de toutes les guerres, y compris celle d'Algérie. Les problèmes des hôpitaux et du personnel hospitalier doivent être également prioritaires dans le domaine des crédits.

Quant aux **vieux**, il est de notre devoir de leur garantir une vie digne. Quel est celui qui pourrait vivre avec 14.000 anciens francs, en retirant l'argent pour le loyer, l'électricité, le chauffage ?

● **ÉDUCATION NATIONALE**

L'effort de construction scolaire a été important. Mais davantage de stabilité dans les programmes et les structures de l'enseignement est le vœu commun aux jeunes, aux maîtres et aux familles.

Les crédits pour les bourses et le ramassage scolaire sont insuffisants. La liberté de l'enseignement et les aides contrôlées qui rendent cette liberté effective doivent être maintenues. L'équipement sportif et culturel doit progresser de pair avec l'armature scolaire. Les jeunes de nos communes ont besoin, en effet, de loisirs et de stades.

Ma conclusion : elle est simple. Partisan comme vous toutes et tous de la stabilité, je ne serai pas à la Chambre pour démolir les gouvernements mais pour essayer de les amender. En outre, comme je l'ai fait depuis 8 ans, toute mon énergie, je la donnerai pour défendre notre région, c'est-à-dire vos intérêts et ceux de vos enfants.

Suppléant :

Jean GOUBIL

Maire de Paule
Cultivateur

Edouard OLLIVRO

Maire de Guingamp
Candidat de Progrès Social et Régional
(Union Centriste)